

<https://ricochets.cc/La-violence-des-emeutes-paie-exemple-recent-en-Corse.html>



La violence des émeutes paie, exemple récent en Corse

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 21 mars 2022

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

La réalité fait régulièrement exploser les mythes "pacificateurs" propagés par l'Etat et ses organes :

Corse : les risques d'une volte-face - Le gouvernement a fait savoir qu'il était disposé à envisager « l'autonomie » de l'île, une position contraire à la fermeté affichée jusque-là par Emmanuel Macron. Ce changement, en pleine campagne électorale et après des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, accrédite l'idée dangereuse que la violence paie.

(...)

Non seulement le chef de l'Etat donne l'impression de jeter aux orties ses convictions pour sauver sa campagne, mais il laisse penser que, pour débloquer des dossiers compliqués, deux semaines de manifestations musclées valent mieux que cinq années de travail des élus.

La crise des « gilets jaunes » avait déjà commencé à accréditer cette idée que la violence paie. Le dossier corse la renforce, avec qui plus est un sérieux risque de surenchère entre les différents courants nationalistes qui s'étaient mis en sommeil. Cela s'appelle jouer avec le feu.



La violence des émeutes paie, exemple récent en Corse montage de Nantes Révoltée

À PROPOS DU SOULÈVEMENT CORSE

« En sept ans, rien n'a avancé, et en sept jours de violences, les choses ont bougé. La violence est nécessaire. »

Ce sont les mots d'un manifestant corse, ce dimanche à Bastia. Depuis deux semaines, un soulèvement a lieu sur l'île : des dizaines de policiers ont été blessés, des préfectures, des banques et le palais de justice d'Ajaccio incendiés, des ferry bloqués, des centaines de cocktails Molotov lancés. Un témoin direct de l'émeute Corse de ce dimanche raconte qu'elle dépassait en intensité les actes les plus durs des Gilets Jaunes.

En conséquence, hier, Gérald Darmanin annonçait qu'il se rendait sur l'île ce mercredi pour « ouvrir des discussions » afin d'évoquer l'autonomie de l'île. « Nous sommes prêts à aller jusqu'à l'autonomie » dit le ministre qui, d'habitude, ignore ou pulvérise la moindre contestation. Depuis 2015, les indépendantistes corses jouent le jeu démocratique, font valoir leurs revendications par le dialogue, la concertation ou le vote. Ils sont ignorés. La Corse prend feu ? Le

gouvernement réagit immédiatement.

Certes, le Canard Enchaîné révèle que Macron était déjà en train de négocier le rapatriement des détenus indépendantistes sur l'île, en échange d'un soutien de l'exécutif corse « au moins au second tour ». Une basse magouille électorale. Mais tout de même. La révolte a clairement précipité les choses.

Quand la Guadeloupe s'est soulevée, cet hiver, contre le Pass Vaccinal, le gouvernement a aussi dû faire des concessions, notamment un recul sur l'application du Pass dans les Antilles. Alors même que les habitant-es des Outre-Mers sont systématiquement méprisé-es en temps normal.

De même, 20 ans de défilés syndicaux gentils et organisés n'auront pas fait bouger d'un centimètre les gouvernements successifs qui saccagent les droits sociaux. Alors qu'il aura suffi de trois « Actes » Gilets Jaunes, de barricades, de blocages et d'émeutes, pour que Macron apparaisse livide à la télévision pour faire des concessions et supplier l'ouverture d'un « dialogue ». Les Gilets Jaunes n'ont été contenus que de justesse par une répression militarisée d'une ampleur inédite, mais il s'en est fallu de peu pour obtenir beaucoup plus.

En Corse, en Guadeloupe ou sur les ronds-points, le pouvoir ne comprend que la force. Il méprise infiniment les piteuses demandes de négociations, qui sont des aveux d'échec avant même de combattre. Il rit face aux protestations encadrées. Il ne regarde même pas les « journées » de grève sages, isolées et sans perspectives. Malheureusement, ces gens sont en guerre, adeptes du passage en force, et ne comprennent que ce langage.

(post de Nantes Révoltée)

Le pouvoir a peur que l'évidence du constat se répande

Les émeutes récentes en Corse démontrent une fois de plus ce qui a pu être constaté maintes fois en France et ailleurs.

Dans le régime étatico-capitaliste, forcément autoritaire, fermé et anti-démocratique, on voit que les moyens de contestations uniquement légaux et tranquilles ont beaucoup de peine à porter. Mais quand des émeutes virulentes et du sabotage s'en mêlent, alors on voit que des évolutions positives peuvent être rapides.

Ce constat pourtant évident déplaît aux autorités et à leurs ouailles, car ils aiment maintenir le mythe qu'on serait "en démocratie", qu'il faut rester sage pour avoir des sucres et que les changements viennent par les gentilles manifs déclarées et les urnes électorales. Ils aiment ainsi rendre inoffensives les contestations en les maintenant dans un cadre théorique et pratique qui leur convient, c'est à dire un cadre qui ne peut pas vraiment perturber le système dominant.

Mais l'Etat sait aussi que ce mythe a pris du plomb dans l'aile, c'est pourquoi des milliards d'euros sont offerts au système policier et à son extension, avec impunité garantie, propagande intense et lois répressives qui vont avec.